

Autour de *Le libéralisme contre le capitalisme*

Radio, tv, vidéos

- France 3, *Ce soir ou jamais*, invitée sur *le libéralisme et le capitalisme*, 14 avril 2010
- Direct 8, *88 minutes*, invitée sur *le libéralisme et le capitalisme* 27 janvier 2007
- France Culture, *Les nouveaux chemins de la connaissance*, émission intitulée « Libéralisme contre capitalisme ? », débat avec Alain Laurent animé par Raphael Enthoven, 18 septembre 2009 [[lien](#)]
- Radio classique, invitée, émission animée par Jean-Luc Hess, 17 mars 2007 sur *le libéralisme contre le capitalisme*
- France Info, *Le journal du matin*, invitée sur *le libéralisme contre le capitalisme*, 2 novembre 2006

Revues, presse, magazines

- Philosophie magazine, dossier « De quoi la gauche est-elle malade » ?, interview, propos recueillis par Cédric Enjalbert, p.5 et 58-59, février 2017
- Commentaire, « Notre système économique n'est pas libéral », par Jean Picq sur *Le libéralisme contre le capitalisme* n°118, été 2007, p.578-580 [[lien](#)]
- L'ENA hors les murs, « Le capitalisme d'aujourd'hui est-il antilibéral ? », dossier « le libéralisme », avec également Monique Canto-Sperber, Philippe Némou, Raymond Boudon, Tzvetan Todorov, p.15-16, juin 2007
- Sud-Ouest, sur *Le libéralisme contre le capitalisme*, 14 mai 2007
- Les Echos, sur *Le libéralisme contre le capitalisme*, p.15, 22 février 2007
- Le Point, Hors-Série « Les textes fondamentaux du libéralisme », par Catherine Golliou, p.93, février 2007
- Alternatives économiques, rubrique Livres, *Le libéralisme contre le capitalisme*, janvier 2007
- L'écho (Belgique), sur *Le libéralisme contre le capitalisme*, 27 décembre 2006
- Le Journal du dimanche, citation *Le libéralisme contre le capitalisme*, p.25, 17 décembre 2006
- La Provence, sur *Le libéralisme contre le capitalisme*, 22 novembre 2006

Extraits de presse

Philosophie magazine février 2017

Valérie Charolles

Elle connaît aussi bien l'économie que la philosophie et interroge les grands enjeux du monde contemporain, comme la finance (dans *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*), les nouvelles technologies (dans *Philosophie de l'écran*) ou les sciences du cerveau (dans *Les Qualités de l'homme*, paru en 2016). Dans notre dossier consacré à la gauche, elle apporte des éclairages inattendus, opposant par exemple libéralisme et capitalisme.



socialiste, mais aussi par l'état providence, sont en fait repi

Au chevet de la gauche malade, deux diagnostics contradictoires s'affrontent :

La gauche souffre-t-elle d'avoir trahi la cause du peuple ? D'avoir choisi de défendre les désirs de la bourgeoisie bohème plutôt que la dignité des plus modestes ?

Ou bien souffre-t-elle de ne pas avoir su adapter ses principes à la nouvelle donne de la liberté individuelle, de la révolution technologique ou des enjeux écologiques ?

En somme: pas assez proche du peuple ou pas assez moderne, la gauche ? Nous explorons le problème en compagnie de **Valérie Charolles, Éric Fassin, Marcel Gauchet, Gaspard Koenig, Catherine Larrère, Jean-Claude Michéa...**

Article p.56-59 « Recherche modernité désespérément » par Cédric Enjalbert, extrait p.59
« ...Gare à ne pas jeter le bébé libéral avec l'eau du bain néolibéral. Car le libéralisme n'est pas, par principe, incompatible avec le progrès. Au contraire, il est possible d'imaginer une voie libérale moderne soucieuse de la justice sociale, mais à condition de mettre fin à une confusion intellectuelle dont la gauche n'est pas sortie.

Libéralisme contre capitalisme

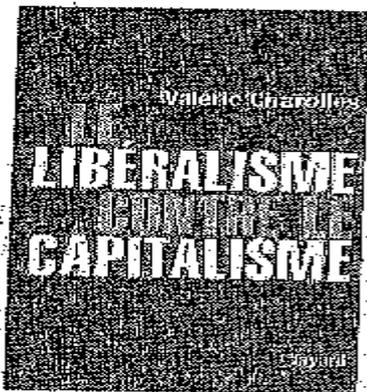
C'est la conviction de la philosophe Valérie Charolles : « *l'économie contemporaine est une économie de marché financiarisée et mondialisée. Ce n'est certes pas le logiciel classique de la gauche. Elle hésite entre deux options insatisfaisantes : soit elle est dans une acceptation quasi béate, soit dans une position critique plus déclamatoire que programmatique. Je soutiens au contraire qu'il existe des moyens de critiquer fortement les contradictions du système capitaliste, en trouvant une voie pour une modernisation libérale, qui change concrètement la vie du travailleur et du chef d'entreprise. L'angle d'attaque le plus évident, c'est le travail. Pour Adam Smith, le travail est le fond primitif sur lequel se repose toute la richesse des nations. Mais aujourd'hui, dans les règles comptables qui sont le cœur du système économique, le travail n'est pas une richesse, seulement une charge. Si bien qu'il est rationnel pour un chef d'entreprise de chercher à réduire le coût du travail pour parvenir à produire le maximum de richesses. Aux États-Unis, à l'inverse, les dépenses d'embauches et de formation sont considérées des investissements* ». Ce renversant critique de la valeur du capital et du travail n'est possible qu'en dissociant le capitalisme et le libéralisme. « *Le libéralisme recherche en fait l'équilibre malthusien, une économie qui ne fait pas de grands sauts, s'appuyant sur le progrès technique et la démographie, là où le capitalisme a l'accumulation et la croissance infinie pour horizon. La gauche s'est laissée prendre à cette idéologie économiste, confondant l'un et l'autre* ». Dans *Le Libéralisme contre le capitalisme* (Fayard, 2006) Valérie Charolles parle même de « *totalitarisme mou* », recouvrant l'idée que ce système économique s'impose aux travailleurs, comme s'il n'y avait aucun moyen de s'en extraire : une « *démission par rapport à l'idée que l'économie est un cadre sur lequel on a prise* ».

En réalité, il existe d'autres modèles possibles, comme le « socialisme libéral » qui est compatible avec l'idée de justice sociale, si l'on en croit John Rawls. Le philosophe établit deux principes dans sa *Théorie de la justice* : chacun doit avoir « *un droit égal au système le plus étendu de libertés de base, égales pour tous* » et les inégalités économiques et sociales doivent être « *au plus grand bénéfice des plus désavantagés* », conformément à un principe de « *juste égalité des chances* ». Pour Valérie Charolles, « *la théorie de Rawls permet de regarder les systèmes économiques avec un biais nouveau. Il identifie des systèmes incompatibles avec sa théorie, comme le "capitalisme du laisser-faire", un système dans lequel les inégalités ne sont pas à l'avantage des plus désavantagés, et des systèmes qui conviennent à sa théorie de la justice. Parmi ceux-ci, il y a le socialisme libéral, qu'il définit comme un système dans lequel l'entreprise peut être détenue par des capitaux, mais où il y a une prise en compte de la voix des salariés. Le socialisme libéral n'est donc pas en soi une idée aberrante, bien qu'elle soit discréditée par la confusion entre libéralisme et capitalisme* ». Repenser un social-libéralisme, qui accepte les règles du marché en lui imposant ses normes et un principe de justice n'est a priori pas inconcevable. Mais quel sera le déclencheur qui poussera à revoir le modèle établi et nos catégories mentales, à prendre le risque de bousculer les marchés, à reformer des institutions vieillissantes ? D'où viendra la nouvelle donne ? ... »

Économie

Valérie Charolles

« Le Libéralisme contre le capitalisme »



La composante économique du débat que nous venons de vivre n'était pas la moindre. Ni la plus facile à appréhender. On en retenait

au moins qu'elle était centrale. Mais, simplification électorale aidant, n'avons-nous pas été abusés par les mots ?

Libéralisme et capitalisme se confondent-ils ? Ou répondent-ils à des principes et modes de fonctionnement différents ? Valérie Charolles en propose de nouvelles définitions débarrassées de leurs charges idéologiques, et de nouveaux indicateurs pour mesurer l'efficacité du système. Le propos laissera sceptiques les orthodoxes. Mais puisqu'on a déjà tout essayé ou presque en matière d'économie, sans grand succès, pourquoi ne pas continuer à expérimenter ?

Fayard. 280 pages. 19 euros.

Le Point Hors-série Les textes fondamentaux du libéralisme, janvier-février 2007

L'écho (Belgique), 27 décembre 2006

Les Français entretiennent avec le libéralisme une relation passionnée : ce mot signifie pour eux capitalisme, mondialisation et paupérisation. Retour sur quelques malentendus.

« Je t'aime, moi non plus » Les Français face au libéralisme

PAR CATHERINE GOLLIU

« **N**i Thatcher ni Reagan. » En juillet 2006, Nicolas Sarkozy, président de l'UMP et candidat à la présidentielle, sème le trouble parmi ses troupes : il abandonne le thème de la rupture, qu'il défend depuis des mois, pour un discours plus social et moins décoiffant. « Le pragmatisme est sa marque », explique alors, comme pour l'excuser, le ministre Renaud Dutreil, l'un de ses supporters. Il est vrai qu'au sein de son propre camp il ne convainc pas tout le monde : le gouvernement de Dominique de Villepin essaie à tout prix de reconquérir les cœurs en jouant la carte « sociale » : augmentation du Smic, assurance « loyer » pour les propriétaires... De quoi faire s'étrangler les partisans de l'orthodoxie budgétaire : toujours plus de charges, toujours plus d'impôts. Déjà, le déficit public explose, le système de protection sociale est en quasi-faillite, les entreprises estiment crouler sous les charges sociales... Ô Bastiat* (cf. p. 60), ô Nozick* (cf. p. 88), pourfendeurs de l'État spoliateur, que n'êtes-vous entendus, pleurent les durs du libéralisme !

Mais en ce début de campagne, Sarkozy se veut prudent : face à une Ségolène Royal, candidate du PS et incarnation de la modernité, mieux vaut ne pas passer pour le croquemitaine libéral. Le candidat le mieux placé à droite a donc assoupli sa ligne : pas question de baisser les impôts « par idéologie ». La baisse, si elle se fait, se fera « de manière ciblée pour stimuler l'économie ». L'impôt sur la fortune (ISF), imposé par les socialistes en 1988, a peut-être encore de beaux jours devant lui... Quant à la baisse du déficit budgé-

taire, elle n'est plus une fin en soi. « La nécessaire lutte contre les déficits n'a aucune chance d'être remportée si elle constitue l'alpha et l'oméga de toute notre stratégie économique », explique doctement celui qui promettait hier de rééquilibrer les comptes. L'orthodoxie budgétaire, fer de lance de la gestion libérale classique, pourrait bien ne pas passer par lui. « Son cas est typique, constate un observateur averti. Les politiques français savent qu'il est urgent d'agir mais ils ne veulent pas prendre de risques. »

L'ère du surendettement

Urgent d'agir ? Certes. L'état de la France n'est pas au top : un taux de chômage important malgré les efforts de l'État pour « fabriquer » des emplois (plus de trente contrats de travail, dont la majorité sont subventionnés) ; une frange importante de la population qui vit dans la précarité ; une école de la République de moins en moins efficace ; des universités et des laboratoires de recherche qui crient famine ; un système de protection sociale (Sécurité sociale, retraite, chômage) qui croule sous les déficits. Pour couronner le tout, la dette de l'État atteint mille milliards d'euros, sans compter la charge représentée par la retraite des fonctionnaires, également estimée à mille milliards d'euros.

Or l'exécutif n'arrive pas à faire passer les réformes de fond. En vingt ans, aucun gouvernement n'a réussi à mener à son terme la réforme des retraites, faute de pouvoir remédier au déficit des pensions du service public. Ces régimes par répartition qui

« Les politiques savent qu'il est urgent d'agir mais ils ne veulent pas prendre de risques » – un observateur de la vie politique française.

ont aujourd'hui moins de cotisants que de retraités sont renfloués par le contribuable et, s'ils sont réintroduits dans le régime général, c'est souvent en partie aux frais des salariés du secteur privé qui, faute de transparence, ignorent le tour de passe-passe. Injuste ? Oui, et c'est un comble pour un système inspiré d'abord par le souci d'égalité ! Mais ce n'est pas la seule injustice d'un système de protection qui est pourtant l'un des plus généreux du monde : fondé essentiellement sur le salariat, il profite d'abord à ceux qui ont un emploi. Cas typique : la réduction du temps de travail à 35 heures. Cette mesure a permis d'augmenter la productivité au bénéfice des entreprises, et le nombre de jours de congés au profit des salariés déjà en poste, sans apporter les emplois annoncés. Résultat, la France se fendille : les fonctionnaires contre les salariés du privé, les titulaires d'un contrat à durée indéterminée contre ceux qui n'ont qu'un contrat précaire (CDD, intérim...), les jeunes contre les vieux,

les banlieues à forte population immigrée et à fort taux de chômage contre le reste de la nation.

Le blocage est politique : la peur de la rue. Réformes de la Sécurité sociale, des régimes spéciaux, du contrat première embauche (CPE) ? Dès qu'un gouvernement veut réduire un avantage, les protestataires bloquent les rues. « Veut-on proposer des réformes ? On est alors taxé de libéral, voire d'ultralibéral », constate, médusé, le journaliste américain Peter Gumbel dans

Inspiré d'abord par le souci d'égalité, notre système de protection sociale génère pourtant des injustices.

son livre *French Vertigo* (Grasset, 2006). Le libéralisme, c'est le grand Satan. Contre lui se rassemblent les extrêmes, de droite (Front national de Jean-Marie Le Pen ; Mouvement pour la France de Philippe de

Villiers) comme de gauche (Parti communiste, LCR, altermondialistes d'Attac...), mais aussi de nombreux adhérents du Parti socialiste ou de l'UMP.

La faute à Adam Smith* (cf. p. 34) ? Assimilé à la mondialisation et au capitalisme, le libéralisme que critiquent les antilibéraux a peu à voir avec le libéralisme classique, même économique. Il est conservateur,

LIBÉRALISME CONTRE CAPITALISME

Le libéralisme n'est pas le capitalisme. Il n'a d'ailleurs rien à voir avec lui. Tel est le postulat paradoxal que défend, dans *Le Libéralisme contre le capitalisme* (Fayard, 2006), Valérie Charolles, philosophe et conseillère à la Cour des comptes. « C'est vrai que nous subissons l'économie, explique-t-elle, qu'il est difficile de faire la part des choses entre pratique, théorie et discours. Mais nous nous trompons d'ennemi. Nous sommes persuadés de vivre dans un monde libéral, alors que le capitalisme qui nous gouverne n'a que peu à voir avec la théorie libérale. »

Pas libéraux alors, les privatisations, l'Organisation mondiale du commerce, les marchés financiers, la flexibilité du travail ? « De quoi parlons-nous ? Il est urgent de revenir aux fondements de la pensée libérale. Pour Adam Smith, le marché est le pendant de la démocratie. Il repose sur la reconnaissance de la liberté de chacun et de sa capacité à être partie prenante de la sphère économique : le travail, source de la richesse, est la valeur fondamentale.

La concurrence, à ses yeux, sert à garantir que le mouvement du marché ne débouchera pas sur des positions de domination, mais permettra un équilibre à long terme où les profits seront modérés et le travail accessible à tous. Trois notions sont donc fondamentales pour Smith : le travail, la concurrence et l'équilibre. »

Valeurs qui, à l'évidence, ne sont pas les fondements du capitalisme d'aujourd'hui. Le travail ? « La comptabilité des entreprises reflète de manière éclatante le peu de cas que le capitalisme fait du travail : un salarié n'apparaît que comme coût alors qu'un logiciel va apparaître à la fois comme coût et comme valeur. C'est une situation étrange dans une économie de la connaissance où la matière grise est censée être une valeur fondamentale. Seules de grandes sociétés, comme les groupes internationaux de conseil, ont pris conscience que leur richesse réside dans leurs collaborateurs. » La concurrence ? « Le libéralisme la vénère, les capitalistes ne l'aiment pas : ils n'ont de

cesse de se rapprocher pour la supprimer. L'économie vit ainsi au rythme des fusions et des concentrations, le plus gros mangeant le plus faible. » L'équilibre ? « Nous sommes dans une économie marquée par une accélération à tout prix des profits et une vision à court terme, alors que, si nous étions fidèles à Smith, nous serions à la recherche d'un équilibre à long terme. Soit une croissance équilibrée qui serait économe en ressources naturelles. Le libéralisme n'est pas incompatible avec le développement durable. » Et avec l'égalité, la vieille passion française ? Là encore, les pays réputés « libéraux » peuvent donner des leçons aux Français. Le rapport profit-salaire ? Il est plus avantageux pour le salarié aux États-Unis qu'en France, où le pouvoir des salariés est réduit et où la faiblesse des rémunérations directes est compensée par l'État providence. Idem pour la fiscalité, qui, en France, taxe beaucoup plus le travail que les revenus financiers. Alors, anticapitaliste le libéralisme ? **C. G.**

Libéralisme ou capitalisme?

De la confusion des mots naît plus d'un malentendu. Prenez par exemple les concepts de libéralisme et de capitalisme: ils ont bien souvent l'allure de synonymes dans les discours, surtout ceux qui critiquent la mondialisation. Un raccourci idéologique inexact: le libéralisme n'a rien à voir avec le capitalisme, affirme Valérie Charolles. Ils sont même radicalement opposés. Ce n'est pas un scoop, certes, mais il est parfois bon de le rappeler. Prof à sciences po-Paris, l'auteur choisit son camp. Le libéralisme contre le capitalisme prend la défense du premier contre le second, et propose quelques grilles de lecture qui remettent les pendules à l'heure. Ce livre sincère, qui n'exclut pas les parti pris, propose de remettre le «capital humain» au cœur de l'édifice économique. Le capitalisme impose en effet un regrettable *«face-à-face entre des entreprises créatrices de richesses mis incapables de valoriser le travail et un État qui ne crée aucune richesse et répare les inégalités les plus criantes causées par les entreprises»*. Ce déterminisme n'est pas immuable, s'insurge Valérie Charolles, qui relit Adam Smith et convie John Rawls à la rescousse. Pas besoin de partager la thèse de l'auteur pour saluer ses ambitions premières: déboulonner le dogme de la toute-puissance économique, et cesser de considérer le travailleur salarié comme un coût mais comme une richesse. ◇ St.R.

«Le libéralisme contre le libéralisme», Fayard, 272 p., 20 euros.